

**SUPREME COURT
OF CANADA**



**COUR SUPRÊME
DU CANADA**

**BULLETIN OF
PROCEEDINGS**

**BULLETIN DES
PROCÉDURES**

This Bulletin is published at the direction of the Registrar and is for general information only. It is not to be used as evidence of its content, which, if required, should be proved by Certificate of the Registrar under the Seal of the Court. While every effort is made to ensure accuracy, no responsibility is assumed for errors or omissions.

Ce Bulletin, publié sous l'autorité du registraire, ne vise qu'à fournir des renseignements d'ordre général. Il ne peut servir de preuve de son contenu. Celle-ci s'établit par un certificat du registraire donné sous le sceau de la Cour. Rien n'est négligé pour assurer l'exactitude du contenu, mais la Cour décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions.

Subscriptions may be had at \$200 per year, payable in advance, in accordance with the Court tariff. During Court sessions it is usually issued weekly.

Le prix de l'abonnement, fixé dans le tarif de la Cour, est de 200 \$ l'an, payable d'avance. Le Bulletin paraît en principe toutes les semaines pendant les sessions de la Cour.

The Bulletin, being a factual report of recorded proceedings, is produced in the language of record. Where a judgment has been rendered, requests for copies should be made to the Registrar, with a remittance of \$10 for each set of reasons. All remittances should be made payable to the Receiver General for Canada.

Le Bulletin rassemble les procédures devant la Cour dans la langue du dossier. Quand un arrêt est rendu, on peut se procurer les motifs de jugement en adressant sa demande au registraire, accompagnée de 10 \$ par exemplaire. Le paiement doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

CONTENTS**TABLE DES MATIÈRES**

Applications for leave to appeal filed	742 - 743	Demandes d'autorisation d'appel déposées
Applications for leave submitted to Court since last issue	744 - 752	Demandes soumises à la Cour depuis la dernière parution
Oral hearing ordered	-	Audience ordonnée
Oral hearing on applications for leave	-	Audience sur les demandes d'autorisation
Judgments on applications for leave	753 - 755	Jugements rendus sur les demandes d'autorisation
Judgment on motion	-	Jugement sur requête
Motions	756 - 760	Requêtes
Notices of appeal filed since last issue	-	Avis d'appel déposés depuis la dernière parution
Notices of intervention filed since last issue	-	Avis d'intervention déposés depuis la dernière parution
Notices of discontinuance filed since last issue	761	Avis de désistement déposés depuis la dernière parution
Appeals heard since last issue and disposition	762 - 763	Appels entendus depuis la dernière parution et résultat
Pronouncements of appeals reserved	-	Jugements rendus sur les appels en délibéré
Rehearing	-	Nouvelle audition
Headnotes of recent judgments	-	Sommaires des arrêts récents
Agenda	-	Calendrier
Summaries of the cases	-	Résumés des affaires
Notices to the Profession and Press Release	-	Avis aux avocats et communiqué de presse
Deadlines: Appeals	764	Délais: Appels
Judgments reported in S.C.R.	-	Jugements publiés au R.C.S.

**APPLICATIONS FOR LEAVE TO
APPEAL FILED**

Her Majesty the Queen

W.D. Sinclair
A.G. of Saskatchewan

v. (29704)

Darren Jalmer Shuparski (Sask.)

Darren Jalmer Shuparski

DATE OF FILING 14.4.2003

Placements André Turgeon Inc.

Armand Poupart Jr.
Poupart & Poupart

c. (29715)

Ville de Longueuil (Qué.)

Benoît Montgrain
Montgrain McClure Gibeau

DATE DE PRODUCTION 17.4.2003

Régent Millette

Régent Millette

c. (29716)

Ville de Montréal (Qué.)

Gaétan Plouffe

DATE DE PRODUCTION 17.4.2003

J.J.

Claire McNeil
Dalhousie Legal Aid Service

v. (29717)

Nova Scotia (Minister of Health) (N.S.)

Roberta J. Clarke, Q.C.
Blois, Nickerson & Bryson

FILING DATE 22.4.2003

**DEMANDES D'AUTORISATION
D'APPEL DÉPOSÉES**

Me Pierre Legault

Bruce Johnston
Trudel & Johnston

c. (29719)

**Me Yves Larivée, ès qualité de syndic de la
Chambre des notaires du Québec (Qué.)**

Philippe Frère
Lavery, de Billy

DATE DE PRODUCTION 22.4.2003

**New Brunswick Government Economic
Development Fund II Inc.**

Frederick C. McElman, Q.C.
Stewart McKelvey Stirling Scales

v. (29720)

ADI International Inc., et al. (N.B.)

Ray W. Dixon, Q.C.
Allen Dixon Smith Townsend

FILING DATE 22.4.2003

Apotex Inc.

Harry Radomski
Goodmans

v. (29721)

AB Hassle, et al. (F.C.)

Gunars A. Gaikis
Smart & Biggar

FILING DATE 23.4.2003

Nova Scotia Power Inc.

Warren J.A. Mitchell, Q.C.
Thorsteinssons

v. (29649)

Her Majesty the Queen (F.C.)

Ernest M. Wheeler
A.G. of Canada

FILING DATE 24.4.2003

**Ontario Minister of Health and Long-Term Care,
et al.**

Derek L. Smith
Lax, Smith

v. (29444)

Corporation of the City of Scarborough (Ont.)

Edward A. Ayers, Q.C.
Borden Ladner Gervais

FILING DATE 24.4.2003

Ewa Lipczynska-Kochany

Ewa Lipczynska-Kochany

v. (29718)

University of Waterloo, et al. (Ont.)

Christopher G. Riggs, Q.C.
Hicks Morley Hamilton Stewart Stories

FILING DATE 28.4.2003

Henri-Louis Dumas

Yves Lauzon
Lauzon Bélanger

c. (29199)

La Capitale Assurance MFQ Inc. (Qué.)

Gérald R. Tremblay, c.r.
McCarthy Tétrault

DATE DE PRODUCTION 17.4.2003

C.U.

David C. Day, Q.C.
Lewis, Day

v. (29432)

Marley McGonigle, et al. (Alta.)

G. Alan Meikle, Q.C.
A.G. of Alberta

FILING DATE 28.4.2003

Walter Lothar Ebke

John Norris
Ruby & Edwardh

v. (29610)

**The Federal Republic of Germany, et al.
(N.W.T.)**

Loretta Colton
A.G. of Canada

FILING DATE 9.4.2003

APRIL 14, 2003 / LE 14 AVRIL 2003

(Coram revised May 2, 2003 / Coram révisé le 2 mai, 2003)

**CORAM: Chief Justice McLachlin and Bastarache and LeBel JJ. /
La juge en chef McLachlin et les juges Bastarache et LeBel**

Georges Reid

c. (29394)

Épiciers Unis Métro-Richelieu inc. Division “Éconogros” (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Code civil - Interprétation - Cautionnement - Droit commercial - Contrats - Créancier et débiteur - Art. 2363 *Code civil du Québec* - Art. 1953, 1954 du *Code civil du Bas-Canada* - La Cour d’appel a-t-elle commis une erreur de droit en érudant le caractère supplétif de l’article 2363 C.c.Q. et en rendant plutôt son application tribulaire de l’existence d’une entente confirmant la volonté de la caution et du créancier d’y être assujettis? - La Cour d’appel a-t-elle commis une erreur de droit en affirmant que l’article 2363 C.c.Q. devait être interprété de façon restrictive, niant ainsi le caractère protecteur de cette disposition et l’intention manifeste du législateur? - La Cour d’appel a-t-elle commis une erreur de droit en omettant de statuer sur deux questions fondamentales, pourtant d’ordre public, relatives au devoir d’information et au bénéfice de subrogation?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 28 août 1998
Cour supérieure du Québec
(Cohen j.c.s.)

Action de l’intimée sur cautionnement au montant de 43
413 38 \$, rejetée

Le 28 juin 2002
Cour d’appel du Québec
(Gendreau, Dussault et Chamberland [*dissident*] jj.c.a.)

Appel accueilli : jugement cassé; demandeur condamné
à payer à l’intimée la somme de 15 000 \$ avec intérêts

Le 27 septembre 2002
Cour suprême du Canada

Demande d’autorisation d’appel déposée

MAY 5, 2003 / LE 5 MAI 2003

**CORAM: Chief Justice McLachlin and Bastarache and Deschamps JJ. /
La juge en chef McLachlin et les juges Bastarache et Deschamps**

Philippe Vigneault

c. (29574)

Sa Majesté la Reine (Crim.) (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Droit criminel - Infractions - Preuve - Défense - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en concluant que le refus d'une personne de s'identifier à un agent de la paix, lorsqu'elle est arrêtée pour une infraction pénale, « peut » constituer une entrave au sens de l'art. 129 du *Code criminel* ? - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en omettant de considérer l'impact du *Code de procédure pénale du Québec* à la lumière de la théorie de la spécificité des pouvoirs évoqués dans l'arrêt *R. c. Sharma* [1993] 1 R.C.S. 650 ? - La Cour a-t-elle commis une erreur de droit en adoptant le raisonnement et la conclusion du juge de la Cour supérieure qui s'était dite d'avis que l'analyse des précédents jurisprudentiels, plus particulièrement l'arrêt *Moore c. La Reine* [1979] 1 R.C.S. 195, l'amenait à conclure que l'omission de s'identifier, lorsque la demande était légale, constituait une infraction d'entrave et ce, malgré que les art. 72 et suivants du *Code de procédure pénale* rendent inutile le recours à une accusation criminelle dans une telle situation ?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 6 décembre 2000 Cour municipale de Montréal (Gaston j.c.m.)	Demandeur déclaré coupable d'entrave à un agent de la paix
Le 15 juin 2001 Cour supérieure du Québec (Côté j.c.s.)	Appel rejeté: jugement de première instance maintenu
Le 19 novembre 2002 Cour d'appel du Québec (Rothman, Mailhot et Chamberland jj.c.a.)	Appel rejeté
Le 17 janvier 2003 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

Construction & General Workers' Union, Local 92

v. (29547)

Voice Construction Ltd. (Alta.)

NATURE OF THE CASE

Labour law - Arbitration - Collective agreement - Construction industry - Management hiring practices - Whether Collective Agreement restricted employer's right to select and hire qualified labourers dispatched to it by the union - Whether Court may substitute its views of the proper balance between management and union rights for what parties have

provided in a collective agreement - Whether Court of Appeal judgment undermines the standard of review of the interpretive role of arbitrators.

PROCEDURAL HISTORY

December 18, 2000 Arbitration Hearing (Smith, Arbitrator)	Decision that Respondent had violated terms of the Collective Agreement
April 20, 2001 Court of Queen's Bench of Alberta (Dea J.)	Arbitration award quashed
November 19, 2002 Court of Appeal of Alberta (McClung, Russell and Berger [dissenting] JJ.A.)	Appeal dismissed
January 10, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

Davis Moving & Storage Inc., carrying on business as Kennedy Moving Systems

v. (29606)

Stuart Solway, Gayle Akler, Sparkplug Marketing & Communications Inc. and Pen Station Inc. (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Commercial Law - Contracts - Carriage of Goods - Movers - Liability of carrier - Consignor hires movers to temporarily store and move household goods and signs a bill of lading containing a limitation of liability clause - Moving company parks unsupervised trailer containing household goods overnight on a public street - Trailer stolen and goods not recovered - Whether mover can rely on limitations of liability clause - Whether common carriers can rely on a statutory right to limit their liability in contract in the event of negligent performance - Certainty of standards in the transportation industry - Circumstances under which an exculpatory clause limiting liability in a contract may not be enforceable.

PROCEDURAL HISTORY

December 19, 2001 Ontario Superior Court of Justice (Himel J.)	Limitation of liability clause contained in the contract between the Applicant and Respondents Solway and Akler declared unenforceable; Respondents Solway and Akler's action for damages allowed; Respondent Sparkplug to have judgment against Applicant in the sum of \$8,000.00; Respondent Pen Station to have judgment against the Applicant in the sum of \$2,500.00; Respondents Sparkplug and Pen Station's claim for loss of income dismissed
December 12, 2002 Court of Appeal for Ontario (Carthy, Labrosse and Gillese JJ.A.)	Appeal allowed in part; judgment varied; Respondents Sparkplug and Pen Station's claims for loss of income dismissed; cross-appeal dismissed
February 10, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

**Federal Express Corporation, Federal Express Canada Ltd. doing business as
Federal Express, and the said Federal Express**

v. (29643)

MDSI Mobile Data Solutions Inc. (B.C.)

NATURE OF THE CASE

Commercial Law - Contracts - FedEx's contractual scheme not effective to limit carrier's liability - Whether the use of that contractual scheme offends Article 23 of the Convention for the Unification of Certain Rules relating to international carriage by air, signed at Warsaw on October 12, 1929 and incorporated into the law of Canada by the *Carriage by Air Act*, R.S.C. 1985, c. 26 (the 'Warsaw Convention') is, given the massive scale of air cargo transportation nowadays, of importance to both shippers and carriers both in Canada and throughout the world - Whether the status of the law with respect to this issue is uncertain given the lower court decisions in this matter - Whether there are issues of public importance raised.

PROCEDURAL HISTORY

October 12, 2001 Supreme Court of British Columbia (Lowry J.)	Applicants ordered to pay \$214, 847 CDN for the declared carriage value, with interest and costs to be assessed
January 7, 2003 Court of Appeal of British Columbia (Finch C.J.B.C., Newbury and, Hall [<i>dissenting</i>] JJ.A.)	Appeal dismissed
March 7, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

**CORAM: Gonthier, Major and Arbour JJ. /
Les juges Gonthier, Major et Arbour**

Duray Bentley Richards

v. (29647)

Her Majesty the Queen (Crim.) (B.C.)

NATURE OF THE CASE

Canadian Charter - Criminal - Criminal Law - Evidence - Prior Convictions - Jury Charge - Prior sworn testimony - Discretion in permitting cross-examination of an accused with respect to a prior conviction for sexual assault causing bodily harm - Whether trial judge's jury charge regarding the use of accused's previous sworn testimony was contrary to s. 13 of the *Charter*.

PROCEDURAL HISTORY

May 27, 1994 Supreme Court of British Columbia (Melnick J.)	Conviction: first degree murder Sentence: life imprisonment without parole eligibility for 25 years
---	--

February 12, 1997
Court of Appeal of British Columbia
(Cumming, Hinds and Braidwood JJ.A.)

Appeal from conviction dismissed

March 10, 2003
Supreme Court of Canada

Applications for motion to extend time and for leave to
appeal filed

Carol Campbell

v. (29528)

Burnley A. Jones, Anne S. Derrick (N.S.)

NATURE OF THE CASE

Torts - Libel and slander - Strip search by police of minors during course of investigation with respect to a petty theft - Parents retaining Respondent lawyers - Complaint initiated with police - Allegations of racial and economic prejudice made concerning the police officer during press conference held by Respondents - Should the law of defamation confer a greater privilege on lawyers to make defamatory statements than is conferred on other groups in society? - What are the proper legal elements of the defence of qualified privilege, particularly in light of the House of Lords decision in *Reynolds v. Times Newspapers Ltd.*, [1999] 4 All E.R. 609? - What is the proper application of “Charter Values” to the common law of defamation when the *Charter* rights at issue are those of a third party?

PROCEDURAL HISTORY

September 26, 2001
Supreme Court of Nova Scotia, Trial Division
(Moir J.)

Applicant’s action in defamation allowed; jury verdict for
the Applicant in the amount of \$240,000.00 for general
damages

October 24, 2002
Nova Scotia Court of Appeal
(Glube C.J.N.S., Roscoe, and Saunders [*dissenting*] JJ.A.)

Appeal allowed; jury verdict and order set aside; Applicant
ordered to pay Respondent costs of trial in the amount of
\$75,000

December 20, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

Ontario New Home Warranty Program

v. (29599)

Allen and Nancy Singer (Ont.)

NATURE OF THE CASE

Property law - Real Property - Condominium purchasers in tax sheltered investment situation seeking compensation under the Ontario New Home Warranty Program - Claim denied by Program and Tribunal - Lower courts found Respondents entitled to be compensated pursuant to s. 14 of the *Ontario New Homes Warranties Act*, R.S.O. 1990, c. O.31 - Whether the lower courts erred - Jurisdiction of appellate courts to determine appeals on the basis of a theory and evidence never put to the parties - Whether Ontario New Home Warranty Program has obligation to compensate homeowners who pay for services.

PROCEDURAL HISTORY

April 17, 1998 Ontario New Home Warranty Program (Mitchell, Litigation counsel)	Respondents' claim dismissed: compensation denied
May 28, 1998 Commercial Registration Appeal Tribunal (McClure, Chair, Israel and Mackintosh Vice-Chairs)	Respondents' claim dismissed
October 20, 2000 Ontario Superior Court of Justice (Divisional Court) (Then, Coe [<i>dissenting</i>] JJ. and Blair R.S.J.)	Appeal allowed
December 14, 2000 Ontario Superior Court of Justice (Divisional Court) (Then J., and Blair R.S.J.)	Addendum to Majority Decision
October 2, 2002 Court of Appeal for Ontario (Rosenberg, Feldman and Gillese JJ.A.)	Appeal dismissed except in respect to pre-judgment interest
December 10, 2002 Court of Appeal for Ontario (Rosenberg, Feldman and Gillese JJ.A.)	Reconsideration dismissed
February 10, 2003 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

**CORAM: Iacobucci, Binnie and LeBel JJ. /
Les juges Iacobucci, Binnie et LeBel**

Ville de Montréal

c. (29413)

2952-1366 Québec Inc. (Qué.)

NATURE DE LA CAUSE

Charte canadienne des droits et libertés - Droit municipal - Liberté d'expression - Municipalité - Règlement - Nuisance - Bruit - Al. 2b) de la *Charte* - Art. 9(1) et 11 du *Règlement sur le bruit* de la Ville de Montréal, R,R'V,M., c. B-3, - Les art. 9(1) et 11 du *Règlement* sont-ils invalides parce que le bruit qu'ils définissent ne constituent pas une nuisance ? - Les art. 9(1) et 11 du *Règlement* portent-ils atteinte à la liberté d'expression et, le cas échéant, cette atteinte peut-elle se justifier selon l'art. 1 de la *Charte* ? - L'activité de l'intimée bénéficie-t-elle de la protection constitutionnelle de l'art. 2 de la *Charte* ? - L'utilisation du haut-parleur pour amplifier le bruit d'un commerce est-elle une forme d'expression ? - Est-ce que la garantie de la liberté d'expression englobe cette forme d'expression ? - Dans le cas où l'activité entre dans la sphère protégée, est-ce que la loi a pour objet de restreindre la liberté d'expression ? - L'objet des dispositions attaquées est-il de restreindre la liberté d'expression ? - Même si les dispositions attaquées n'ont pas pour objet de porter atteinte à la liberté d'expression, ont-elles cet effet ? - Si le *Règlement* a pour effet de restreindre la liberté d'expression, les dispositions attaquées sont-elles justifiées selon l'art. 1 de la *Charte* ?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 11 juin 1999
Cour municipale de la ville de Montréal
(Massignani j.c.m.)

Intimée déclarée coupable de produire, au moyen d'un appareil sonore, un bruit audible à l'extérieur du local où elle exploite son entreprise de bar, contrairement à l'art. 9(1) du *Règlement sur le bruit* de la Ville de Montréal

Le 27 avril 2000
Cour supérieure du Québec
(Boilard j.c.s.)

Appel accueilli : jugement cassé et intimée acquittée

Le 12 août 2002
Cour d'appel du Québec
(Fish, Chamberland [*dissident*] et Letarte [*ad hoc*]
jj.c.a.)

Appel rejeté : jugement confirmé et art. 9(1) et 11 du *Règlement sur le bruit* de la Ville de Montréal, déclarés *ultra vires*

Le 9 octobre 2002
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

Commission de la santé et de la sécurité du travail, Procureur général du Québec

c. (29480)

Nutribec Ltée, Aliments Breton Inc., Alphonse Fournier & Fils Ltée, Alfred Couture Ltée, Benoit Désilets Inc., Bernard Breton Inc., Le Centre agricole St-Clet Inc., Centre régional de céréales de l'Estrie, Comptoir agricole St-Lambert (1981) Inc., Dorais & Dionne Ltée, Gérard Maheu Inc., Groupe Shur-Gain Inc., Groupe Shur-Gain Inc. (Division René Poirier Ltée), H.L. Boisvert Inc., Jean-Claude Loïselle Inc., Jean-Marc Henri Inc., J.N. Brochu Inc., Labonté Belhumeur Inc., A. Laforge Inc., L.D. Roy Inc., Marcel Bérard Ltée, Meunerie Avicole Régionale Ltée, Meunerie de Cacouna Inc., Meunerie Dubois Inc., Meunerie Gérard Soucy Inc., Meunerie Hébert Inc., Meunerie J.B. Dionne Ltée, Meunerie Lafrance Inc., Meunerie Sawyerville Inc., P.A. Lessard Inc., Meunerie St-Chrysostome Inc., Meunerie St-Elzéar Ltée, Meunerie St-Frédéric Inc., Meunerie Trans-Canada Inc., Les Moulins B.G.L.

**Inc., NAP Breton Ltée, Produits L.B. (1987) Ltée, Réal Mondou Inc., R. Rousseau & Fils Ltée,
Duphil Inc., (Service agricole Duphil), Procureur général du Canada (Qué.)**

- et -

Commission des lésions professionnelles

NATURE DE LA CAUSE

Droit constitutionnel - Droit du travail - Partage des compétences - Législation - Interprétation - Relations de travail - Ouvrage à l'avantage général du Canada - Compte tenu du pouvoir déclaratoire prévu à l'article 92 (10) c) de la *Loi constitutionnelle de 1867*, la déclaration à l'avantage du Canada de l'article 76 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, L.R.C. 1985, c. C-24 peut-elle viser les meuneries du Québec ? - En vertu de l'interprétation de l'arrêt *Ontario Hydro c. Ontario (Commission des relations de travail)*, [1993] 3 R.C.S. 327, la déclaration à l'avantage du Canada de l'article 76 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* peut-elle conférer une compétence exclusive au Parlement fédéral à l'égard de la santé et de la sécurité du travail dans les meuneries du Canada ?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 17 mars 1995 Commission d'appel en matière de lésions professionnelles (Beaulieu, commissaire)	Appel de l'intimée Nutribec Ltée, rejeté; décision rendue par le Bureau de révision de la Commission de la santé et de la sécurité au travail, confirmée; cotisation provinciale établie par la CSST maintenue
Le 17 mars 1997 Cour supérieure du Québec (Martin j.c.s.)	Requête des intimés en révision judiciaire rejetée
Le 25 septembre 2002 Cour d'appel du Québec (Beauregard, Deschamps et Morin jj.c.a.)	Appel accueilli; requête en révision judiciaire accueillie; dossier renvoyé à la Commission des lésions professionnelles pour fixation de la cotisation selon le taux fédéral
Le 22 novembre 2002 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

Syndicat du personnel de soutien en éducation

c. (29527)

Commission scolaire de Laval (Qué.)

et

Me Fernand Morin, M. René Ouellet et Me Jean-René Ranger

NATURE DE LA CAUSE

Droit administratif - Contrôle judiciaire - Compétence - Droit du travail - Arbitrage - Suspension temporaire et congédiement de la présidente du Syndicat demandeur en raison de son inconduite, son insubordination, sa déloyauté et sa négligence dans l'accomplissement de ses devoirs - Quelle est la norme de contrôle judiciaire applicable à une sentence arbitrale de grief qui détermine les effets respectifs de l'obligation de loyauté que l'art. 2088 du *Code civil du Québec*,

L.Q. 1991, ch. 64, impose au salarié envers son employeur, d'une part, et des libertés d'association et d'expression affirmées aux art. 2b) et 2d) de la *Charte* canadienne ainsi qu'à l'art. 3 de la *Charte* québécoise d'autre part? - L'arbitre a-t-il donné à l'obligation de loyauté de l'art. 2088 un effet qui porte illégalement atteinte aux libertés d'association et d'expression de la présidente du Syndicat demandeur alors qu'elle agissait dans l'exécution de son mandat représentatif et qu'elle était une salariée de la Commission scolaire intimée? - L'arbitre a-t-il commis une erreur manifestement déraisonnable dans l'appréciation des faits quant à l'établissement de la cause juste et suffisante du congédiement?

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 13 février 2002
Tribunal d'arbitrage
(Morin, arbitre)

Griefs du demandeur rejetés; l'arbitre demeure saisi du grief de l'intimée

Le 31 octobre 2002
Cour supérieure du Québec
(Nadeau j.c.s.)

Requête du demandeur en révision judiciaire, rejetée

Le 6 novembre 2002
Cour d'appel du Québec
(Dalphond j.c.a.)

Requête pour permission d'appel rejetée

Le 23 décembre 2002
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

MAY 8, 2003 / LE 8 MAI 2003

29272 **Jacques Chaoulli, George Zeliotis c. Procureur général du Québec** (Qué.) (Civile) (Autorisation)

Coram: La juge en chef McLachlin et les juges Bastarache et Deschamps

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéros 500-09-009432-006 et 500-09-009431-008, daté du 22 avril 2002, est accordée.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montreal), Numbers 500-09-009432-006 and 500-09-009431-008, dated April 22, 2002, is granted.

NATURE DE LA CAUSE

*Charte canadienne des droits et libertés - Charte des droits et libertés de la personne - Droit constitutionnel - Législation - Interprétation - Droit commercial - Assurance - Régime public de santé - Les articles 11 de la *Loi sur l'assurance-hospitalisation* et 15 de la *Loi sur l'assurance-maladie* violent-ils l'article 7 de la *Charte canadienne* - Les articles 11 de la *Loi sur l'assurance-hospitalisation* et 15 de la *Loi sur l'assurance-maladie* violent-ils l'article premier de la *Charte québécoise* ?*

HISTORIQUE PROCÉDURAL

Le 25 février 2000
Cour supérieure du Québec
(Piché j.c.s.)

Requête en jugement déclaratoire déclarant inconstitutionnels les art. 11 de la *Loi sur l'assurance-hospitalisation* et 15 de la *Loi sur l'assurance-maladie*, rejetée

Le 22 avril 2002
Cour d'appel du Québec
(Brossard, Delisle et Forget jj.c.a.)

Appel des demandeurs rejeté

Le 21 juin 2002
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

29437 **Percy Schmeiser, and Schmeiser Enterprises Ltd. v. Monsanto Canada Inc., and Monsanto Company** (FC) (Civil) (By Leave)

Coram: Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Federal Court of Appeal, Number A-367-01, dated September 4, 2002, is granted with costs to the applicants in any event of the cause.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale, numéro A-367-01, daté du 4 septembre 2002, est accordée avec dépens en faveur des demandeurs quelle que soit l'issue de l'appel.

NATURE OF THE CASE

Property Law - Patents - Agricultural products - Genetically modified plants - Respondents invent and patent a genetic insert into genes of canola plant that produces a plant resistant to glyphosate herbicide - Genetically modified crop sold to licensed growers and controls placed on licensees' harvesting and use of seed - Farmer discovers genetically modified canola growing on his field - Farmer not a licensed grower - Source of seed not proven and transfer of genetically modified canola to farmer's fields occurs without farmer's participation or knowledge - Farmer harvests canola, retains seeds over

winter, mixes seeds with other canola seed , plants seeds, harvests and sells crop - Harvested crop containing genetically modified canola - Whether patent infringed - Interpretation and application of patent rights and law.

PROCEDURAL HISTORY

March 29, 2001 Federal Court of Canada (MacKay J.)	Action for infringement of patent allowed; Injunction, order for delivery up, and damages of \$19,832 awarded
September 4, 2002 Federal Court of Appeal (Isaac, Noël and Sharlow JJ.A.)	Appeal and cross-appeal dismissed
November 4, 2002 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

29391 **Andrea Jones, Robin Jones, Helen Page, Lisa Livingstone, Glen Livingstone, Brett Livingstone, an infant, by his guardian ad litem Glen Livingstone, and Laura Livingstone, an infant, by her guardian ad litem Glen Livingstone v. Attorney General of Canada, The Vancouver International Airport Authority** (B.C.) (Civil) (By Leave)

Coram:Gonthier, Major and Arbour JJ.

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of British Columbia (Vancouver), Number CA028817, dated July 3, 2002, is dismissed with costs.

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie- Britannique (Vancouver), numéro CA028817, daté du 3 juillet 2002, est rejetée avec dépens.

NATURE OF THE CASE

Torts - Nuisance - Aircraft noise - Trial judge holding defendants liable in nuisance for noise from aircraft using Vancouver International Airport's north runway - Court of Appeal allowing appeal and dismissing plaintiffs' action - Whether Court of Appeal erred by concluding that defence of statutory authority provides a complete defence for both defendants.

PROCEDURAL HISTORY

July 12, 2001 Supreme Court of British Columbia (Holmes J.)	Applicants' action allowed in part: claims of Applicants Brett Livingstone, an infant, by his guardian <i>ad litem</i> Glen Livingstone, and Laura Livingstone, an infant, by her guardian <i>ad litem</i> Glen Livingstone, dismissed
January 15, 2002 Court of Appeal for British Columbia (Mackenzie J.A.)	Canadian Airports Council granted intervenor status
July 3, 2002 Court of Appeal for British Columbia (Finch C.J., Prowse and Hall JJ.A.)	Appeal allowed

September 27, 2002
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

16.4.2003

Before / Devant: LEBEL J.

Motion to extend the time in which to serve and file the application for leave

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer la demande d'autorisation

Wesley Gordon Davidson

v. (29658)

Her Majesty the Queen (Crim.)(Alta.)

GRANTED / ACCORDÉE

UPON APPLICATION by the applicant for an order extending the time to serve and file an application for leave to appeal to July 4, 2003;

AND HAVING READ the material filed;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The applicant asks for an extension of time to serve and file an application for leave to appeal from a judgment of the Court of Appeal of Alberta, dated January 10, 2003, upholding his conviction for sexual assault. The applicant is not represented by counsel and appears to be facing difficulties in his efforts to collect the material needed for the drafting of an application for leave to appeal. In these circumstances, the motion is granted and the delay to serve and file an application for leave to appeal is extended to July 4, 2003.

28.4.2003

Before / Devant: THE REGISTRAR

Motion to extend the time in which to serve and file the respondent's factum

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer le mémoire de l'intimé

Her Majesty the Queen

v. (29053)

Yu Wu (Crim.)(Ont.)

GRANTED / ACCORDÉE Time extended to May 2, 2003.

28.4.2003

Before / Devant: DESCHAMPS J.

Motions for leave to intervene

Requêtes en autorisation d'intervention

BY/PAR: Attorney General of Ontario
Executive Director of the British
Columbia Securities Commission

IN/DANS: Deloitte & Touche LLP

v. (29300)

Ontario Securities Commission (Ont.)

GRANTED / ACCORDÉES

UPON APPLICATION by the Attorney General of Ontario and the Executive Director of the British Columbia Securities Commission for leave to intervene in the above appeal;

AND HAVING READ the material filed ;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motions for leave to intervene of the applicants the Attorney General of Ontario and the Executive Director of the British Columbia Securities Commission are granted and the applicants shall be entitled to serve and file each a factum not to exceed 20 pages in length.

The request to present oral argument is deferred to a date following receipt and consideration of the written arguments of the parties and the interveners.

The interveners shall not be entitled to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties.

Pursuant to Rule 59(1)(a) the interveners shall pay to the appellants and respondents any additional disbursements occasioned to the appellants and respondents by the interventions.

28.4.2003

Before / Devant: DESCHAMPS J.

Motion for leave to intervene

Requête en autorisation d'intervention

BY/PAR: Songhees Indian Band, the T'Sou-ke First Nation, the Nanoose First Nation and the Beecher Bay Indian Band

IN/DANS: Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia, as represented by the Minister of Forests

v. (28981)

Chief Ronnie Jules, in his personal capacity and as representative of the Adams Lake Band, et al. (B.C.)

and

Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia, as represented by the Minister of Forests

v. (28988)

Chief Dan Wilson, in his personal capacity and as representative of the Okanagan Indian Band, et al. (B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE

UPON APPLICATION by the Songhees Indian Band, the T'Sou-ke First Nation, the Nanoose First Nation and the Beecher Bay Indian Band for leave to intervene in the above appeal;

AND HAVING READ the material filed ;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion for leave to intervene of the applicants Songhees Indian Band, the T'Sou-ke First Nation, the Nanoose First Nation and the Beecher Bay Indian Band are granted and the applicants shall be entitled to serve and file one factum not to exceed 15 pages in length in the two appeals.

The request to present oral argument is deferred to a date following receipt and consideration of the written arguments of the parties and the interveners.

The interveners shall not be entitled to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties.

Pursuant to Rule 59(1)(a) the interveners shall pay to the appellants and respondents any additional disbursements occasioned to the appellants and respondents by the interventions.

29.4.2003

Before / Devant: LEBEL J.

Further order on motion for leave to intervene

Autre ordonnance sur une requête en autorisation d'intervention

BY/PAR: Barreau du Québec
 Procureur général du Québec
 Association du Barreau canadien
 Fédération des Ordres professionnels de juristes du Canada

IN/DANS: Léo-René Maranda

c. (28964)

Caporal Normand Leblanc, ès
 qualités de dénonciateur (Qué.)

À LA SUITE DE DEMANDE du Barreau du Québec, du Procureur général du Québec, de l'Association du Barreau canadien et de la Fédération des Ordres professionnels de juristes du Canada visant à obtenir l'autorisation d'intervenir dans l'appel susmentionné et suite aux ordonnances du 2 octobre et du 16 décembre 2002;

IL EST EN OUTRE ORDONNÉ que les plaidoiries des intervenants soient respectivement limitées de la façon suivante:

- Barreau du Québec	15 minutes
- Procureur général du Québec	15 minutes
- Association du Barreau canadien	15 minutes
- Fédération des Ordres professionnels de juristes du Canada	15 minutes

1.5.2003

Before / Devant: DESCHAMPS J.

Motion to extend the time in which to serve and file the application for leave to April 24, 2003

Requête en prorogation du délai imparti pour signifier et déposer la demande d'autorisation jusqu'au 24 avril 2003

Ontario Minister of Health and Long-Term Care, et al.

v. (29444)

Corporation of the City of Scarborough (Ont.)

REFERRED to the panel seized of the application for leave to appeal /DÉFÉRÉE à la formation saisie de la demande d'autorisation

5.5.2003

CORAM: Iacobucci, Bastarache, Binnie, LeBel and Deschamps JJ.

VIDEO CONFERENCE / VIDÉO-CONFÉRENCE - VANCOUVER

Motion to quash the appeal

Inspector David Jones

v. (28846)

Don Morrison, Police Complaint Commissioner, et al.
(B.C.)

GRANTED / ACCORDÉE

The motion to quash the appeal from the judgment of the Court of Appeal of British Columbia (Vancouver), Number CA027697, dated July 6, 2001, was heard this day and the following judgment was rendered:

IACOBUCCI J. (orally) -- We are all of the view that this appeal has become moot and that there are no circumstances to justify hearing the appeal pursuant to the criteria set forth in *Borowski v. Canada (Attorney General)*, [1989] 1 S.C.R. 342.

Accordingly, the motion to quash the appeal is granted with no order as to costs.

Nature of the case

Administrative law - Jurisdiction - Institutional independence - Reasonable apprehension of bias - Circumstances which deprive administrative tribunal of appearance of institutional independence - Whether the process followed in the appointment of adjudicator violated principles of natural justice - Statutes - Interpretation - Whether the Police Complaint Commissioner has jurisdiction under the *Police Act* to name Respondents and execute Statements of Alleged Disciplinary Default - *Charter* - Whether section 7 of the *Charter* applies to a police discipline hearing where one of the possible consequences faced by the Applicants is dismissal.

Requête en annulation de l'appel

Paul Barkley (via Vancouver) for the motion to quash.

George H. Copley, Q.C. (via Vancouver) for the respondent Attorney General of British Columbia.

David G. Butcher (via Vancouver) for the appellant.

La requête en annulation de l'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro CA027697, daté du 6 juillet 2001, a été entendue aujourd'hui et le jugement suivant a été rendu:

[TRADUCTION] LE JUGE IACOBUCCI (oralement) – Nous sommes tous d'avis que le pourvoi est devenu théorique et que les circonstances n'en justifient pas l'audition selon les critères énoncés dans *Borowski c. Canada (Procureur général)*, [1989] 1 R.C.S. 342.

La requête en annulation du pourvoi est donc accueillie, sans ordonnance quant aux dépens.

Nature de la cause

Droit administratif - Compétence - Indépendance institutionnelle - Crainte raisonnable de partialité - Circumstances privant un tribunal administratif de son apparence d'indépendance institutionnelle - L'arbitre a-t-il été nommé en vertu d'une procédure incompatible avec les principes de justice naturelle? - Lois - Interprétation - Le commissaire aux plaintes contre la police a-t-il compétence, en vertu de la *Police Act*, pour désigner nommément les intimés et signer des déclarations alléguant des manquements disciplinaires? - *Charte* - L'article 7 de la *Charte* s'applique-t-il à l'égard d'une audience disciplinaire de la police dans le cadre de laquelle les demandeurs risquent le congédiement?

**NOTICE OF DISCONTINUANCE
FILED SINCE LAST ISSUE**

**AVIS DE DÉSISTEMENT DÉPOSÉS
DEPUIS LA DERNIÈRE PARUTION**

28.4.2003

Canadian Magen David Adom for Israel

v. (29453)

Minister of National Revenue (F.C.)

(Leave)

**APPEALS HEARD SINCE LAST ISSUE
AND DISPOSITION**

**APPELS ENTENDUS DEPUIS LA
DERNIÈRE PARUTION ET
RÉSULTAT**

6.5.2203

CORAM: Chief Justice McLachlin and Gonthier, Iacobucci, Major, Bastarache, Binnie, Arbour, LeBel and Deschamps JJ.

David Malmo-Levine

v. (28026)

Her Majesty the Queen (B.C.) (Criminal) (As of Right / By Leave)

Victor Eugene Caine

v.(28148)

Her Majesty the Queen (B.C.) (Criminal) (By Leave)

Christopher James Clay

v. (28189)

Her Majesty the Queen (Ont.) (Criminal) (By Leave)

RESERVED / EN DÉLIBÉRÉ

(28026)

Nature of the case:

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Section 7 - Narcotic Control Act, s. 4 - Whether the Court of Appeal erred in characterizing the harms that may come with cannabis use as inherent, instead of a product of mis-cultivation, mis-distribution and mis-use - Did the Court of Appeal fail to address the issue of whether the harm principle applies to growers and dealers of cannabis who arguably play an essential role in cannabis harm reduction? - Whether the Court of Appeal erred in not considering the principle of equality found in s. 15 of the Charter as it applies to "substance orientation" and in not applying equality to every producer and distributor of stimulants and relaxants, whether bean, grape, herb or otherwise.

David Malmo-Levine appearing in person.

John W. Conroy, Q.C. for the appellant Victor Eugene Caine.

Paul Burstein and Karen Unger for the appellant Christopher James Clay.

S. David Frankel, Q. C., Kevin Wilson and W. Paul Riley for the respondent Her Majesty the Queen.

Joseph J. Arvay, Q.C. for the intervener British Columbia Civil Liberties Association.

Andrew K. Lokan and Andrew C. Lewis for the intervener Canadian Civil Liberties Association.

Milan Rupic for the intervener Attorney General for Ontario.

Nature de la cause:

Charte canadienne des droits et libertés - Article 7 - Loi sur les stupéfiants, art. 4 - La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en qualifiant d'inhérents au cannabis les préjudices susceptibles de découler de la consommation de cette substance, au lieu de les considérer comme des conséquences d'une culture inappropriée, d'une distribution inappropriée et d'une utilisation inappropriée? - La Cour d'appel a-t-elle omis de se demander si le principe du préjudice s'applique aux producteurs et aux distributeurs de cannabis, lesquels, peut-on soutenir, jouent un rôle essentiel dans la réduction des préjudices associés à cette substance? - La Cour d'appel a-t-elle fait erreur en n'appliquant pas le principe de l'égalité prévu à l'art. 15 de la Charte à « l'orientation sous l'angle de la substance concernée » et en ne reconnaissant pas l'égalité à tous les producteurs et distributeurs de stimulants et de relaxants, quelle que soit la matière première servant à la préparation de ces produits (par ex. grains de café, raisins, herbes)?

(28148)

Nature of the case:

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Section 7 - Narcotic Control Act, s. 3(1) - Whether prohibiting possession of Cannabis (marihuana) for personal use under s. 3(1) of the Narcotic Control Act, R.S.C. 1985, c. N-1, by reason of the inclusion of this substance in s. 3 of the Schedule to the Act (now s. 1, Schedule II, Controlled Drugs and Substances Act, S.C. 1996, c. 19), infringes s. 7 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms - If the answer is in the affirmative, is the infringement justified under s. 1 of the Charter? - Whether the prohibition is within the legislative competence of the Parliament of Canada as being a law enacted for the peace, order and good government of Canada pursuant to s. 91 of the Constitution Act, 1867; as being enacted pursuant to the criminal law power in s. 91(27) thereof; or otherwise.

Nature de la cause:

Charte canadienne des droits et libertés - Article 7 - Loi sur les stupéfiants, par. 3(1) - Est-ce que porte atteinte à l'art. 7 de la Charte canadienne des droits et libertés la prohibition de la possession du cannabis (marihuana) aux fins de consommation personnelle que fait le par. 3(1) de la Loi sur les stupéfiants, L.R.C. 1985, ch. N-1, en raison de la mention de cette substance à l'art. 3 de l'annexe de cette loi (maintenant l'art. 1 de l'annexe II de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, L.C. 1996, ch. 19) ? - Si oui, cette atteinte est-elle justifiée au regard de l'article premier de la Charte? - Est-ce que la prohibition en question relève de la compétence législative du Parlement du Canada en tant que règle de droit édictée en vertu de l'art. 91 de la Loi constitutionnelle de 1867 pour assurer la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, en vertu du pouvoir de légiférer sur le droit criminel prévu au par. 91(27) de la Loi constitutionnelle de 1867 ou en vertu d'un autre pouvoir?

(28189)

Nature of the case:

Canadian Charter of Rights and Freedoms - Section 7 - Narcotic Control Act, s. 3(1) - Whether prohibiting possession of Cannabis (marihuana) for personal use under s. 3(1) of the Narcotic Control Act, R.S.C. 1985, c. N-1, by reason of the inclusion of this substance in s. 3 of the Schedule to the Act (now s. 1, Schedule II, Controlled Drugs and Substances Act, S.C. 1996, c. 19), infringes s. 7 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms - If the answer is in the affirmative, is the infringement justified under s. 1 of the Charter? - Whether the prohibition is within the legislative competence of the Parliament of Canada as being a law enacted for the peace, order and good government of Canada pursuant to s. 91 of the Constitution Act, 1867; as being enacted pursuant to the criminal law power in s. 91(27) thereof; or otherwise.

Nature de la cause:

Charte canadienne des droits et libertés - Article 7 - Loi sur les stupéfiants, par. 3(1) - Est-ce que porte atteinte à l'art. 7 de la Charte canadienne des droits et libertés la prohibition de la possession du Cannabis (marihuana) aux fins de consommation personnelle que fait le par. 3(1) de la Loi sur les stupéfiants, L.R.C. 1985, ch. N-1, en raison de la mention de cette substance à l'art. 3 de l'annexe de cette loi (maintenant l'art. 1 de l'annexe II de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, L.C. 1996, ch. 19) ? - Si oui, cette atteinte est-elle justifiée au regard de l'article premier de la Charte? - Est-ce que la prohibition en question relève de la compétence législative du Parlement du Canada en tant que règle de droit édictée en vertu de l'art. 91 de la Loi constitutionnelle de 1867 pour assurer la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, en vertu du pouvoir de légiférer sur le droit criminel prévu au par. 91(27) de la Loi constitutionnelle de 1867 ou en vertu d'un autre pouvoir?

DEADLINES: APPEALS

The Spring Session of the Supreme Court of Canada started April 7, 2003.

The Supreme Court of Canada has enacted new rules that came into force on June 28, 2002.

Pursuant to the *Supreme Court Act and Rules*, the following requirements for filing must be complied with before an appeal can be heard:

1) For notices of appeal filed on and after June 28, 2002

Appellant's record; appellant's factum; and appellant's book(s) of authorities must be filed within 12 weeks of the filing of the notice of appeal or 12 weeks from decision on the motion to state a constitutional question.

Respondent's record (if any); respondent's factum; and respondent's book(s) of authorities must be filed within eight weeks after the service of the appellant's documents.

Intervener's factum and intervener's book(s) of authorities, (if any), must be filed within eight weeks of the order granting leave to intervene or within 20 weeks of the filing of a notice of intervention under subrule 61(4).

Parties' condensed book, if required, must be filed on the day of hearing of the appeal.

2) For notices of appeal filed before June 28, 2002

Appellant's record; appellant's factum; and appellant's book(s) of authorities must be filed within four months of the filing of the notice of appeal.

Respondent's record (if any); respondent's factum; and respondent's book(s) of authorities must be filed within eight weeks of the date of service of the appellant's documents.

Intervener's factum and intervener's book(s) of authorities, if any, must be filed within four weeks of the date of service of the respondent's factum, unless otherwise ordered.

Parties' condensed book, if required, must be filed on or before the day of hearing of the appeal.

The Registrar shall enter the appeal on a list of cases to be heard after the respondent's factum is filed or at the end of the eight-week period referred to in Rule 36.

DÉLAIS : APPELS

La session du printemps de la Cour suprême du Canada a commencé le 7 avril 2003.

La Cour suprême du Canada a adopté de nouvelles règles qui sont entrées en vigueur le 28 juin 2002.

Conformément à la *Loi sur la Cour suprême* et aux *Règles*, il faut se conformer aux exigences suivantes avant qu'un appel puisse être entendu:

1) Pour les avis d'appel déposés le ou après le 28 juin 2002

Le dossier de l'appelant, son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les douze semaines du dépôt de l'avis d'appel ou douze semaines de la décision de la requête pour formulation d'une question constitutionnelle.

Le dossier de l'intimé (le cas échéant), son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les huit semaines suivant la signification des documents de l'appelant.

Le mémoire de l'intervenant et son recueil de jurisprudence et de doctrine, le cas échéant, doivent être déposés dans les huit semaines suivant l'ordonnance autorisant l'intervention ou dans les vingt semaines suivant le dépôt de l'avis d'intervention visé au paragraphe 61(4).

Le recueil condensé des parties, le cas échéant, doivent être déposés le jour de l'audition de l'appel.

2) Pour les avis d'appel déposés avant le 28 juin 2002

Le dossier de l'appelant, son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les quatre mois du dépôt de l'avis d'appel.

Le dossier de l'intimé (le cas échéant), son mémoire et son recueil de jurisprudence et de doctrine doivent être déposés dans les huit semaines suivant la signification des documents de l'appelant.

Le mémoire de l'intervenant et son recueil de jurisprudence et de doctrine, le cas échéant, doivent être déposés dans les quatre semaines suivant la signification du mémoire de l'intimé, sauf ordonnance contraire.

Le recueil condensé des parties, le cas échéant, doivent être déposés au plus tard le jour de l'audition de l'appel.

Le registraire inscrit l'appel pour audition après le dépôt du mémoire de l'intimé ou à l'expiration du délai de huit semaines prévu à la règle 36.

SUPREME COURT OF CANADA SCHEDULE
CALENDRIER DE LA COUR SUPREME

- 2002 -

OCTOBER - OCTOBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	M 30	1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	H 14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

NOVEMBER - NOVEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
					1	2
3	M 4	5	6	7	8	9
10	H 11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

DECEMBER - DECEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	M 2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	H 25	H 26	27	28
29	30	31				

- 2003 -

JANUARY - JANVIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			H 1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	M 13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

FEBRUARY - FÉVRIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	M 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	

MARCH - MARS						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	M 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

APRIL - AVRIL						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	M 7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	H 18	19
20	H 21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

MAY - MAI						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				1	2	3
4	M 5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	H 19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

JUNE - JUIN						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	M 2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30					

Sittings of the court:
Séances de la cour:

18 sitting weeks / semaines séances de la cour

Motions:
Requêtes:

M

80 sitting days / journées séances de la cour

Holidays:
Jours fériés:

H

9 motion and conference days / journées requêtes, conférences

1 holidays during sitting days / jours fériés durant les sessions